

Partage des richesses.

En 1980, la répartition de la richesse produite était en France de 70% pour les salaires et 30% pour le capital (investissements et dividendes des actionnaires). En 2010, on en est à 60% contre 40%. Où sont passés ces 10 points ? Ne pourraient-ils contribuer à assurer nos retraites ?

Retraite, rien n'est joué.

Enterrons la « réforme » !

Fausse évidence démographique.

Sachant que le très sérieux Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit le doublement de la productivité à l'horizon 2050, il suffirait d'un actif dans quarante ans pour produire la même richesse que deux actifs aujourd'hui. Il sera donc tout à fait possible de maintenir l'équilibre des régimes de retraites avec moins d'actifs qu'aujourd'hui... à condition d'accepter d'allouer une partie des gains de productivité aux salaires et aux cotisations sociales au lieu de gonfler sans fins les poches des actionnaires et de baisser les impôts des catégories les plus

Nous méritons mieux que le diktat des marchés financiers et les injonctions des agences de notation. Les salariés et les retraités ne sont pas responsables de la crise. Pourquoi devraient-ils en faire les frais ? D'autres choix sont possibles, des solutions alternatives existent. Il s'agit d'un choix de société.

Mardi 7 septembre, toutes et tous en grève et à la manif.



Mensonge.

Le gouvernement nous dit que le niveau des pensions et des retraites sera maintenu. Mensonge. Avec les « réformes » de 1993 et 2003, ce niveau a déjà baissé. L'allongement de la durée de cotisation et le recul de l'âge légal de départ à la retraite auraient pour conséquence une paupérisation générale des « seniors ». Les femmes et les travailleurs précaires seraient particulièrement touchés. Quant à ceux qui auront les moyens, on leur proposera les fonds de pensions et les assurances privées.

Baisse du pouvoir d'achat.

La hausse du taux de retenue pour pension civile projetée par le gouvernement amputerait nos salaires nets de l'équivalent d'une journée par mois...et cela sans que cela n'apporte un centime de plus aux salariés du secteur privé ! Regardez mon équité comme elle est belle !